

C A N A D A

**PROVINCE DE QUÉBEC
DISTRICT DE MONTRÉAL**

NO : 500-06-000373-064

**C O U R S U P É R I E U R E
(Recours collectifs)**

OPTION CONSOMMATEURS

Demanderesse

et

JEAN-FRANÇOIS TREMBLAY *et al.*

Personnes désignées

c.

**FÉDÉRATION DES CAISSES DESJARDINS
DU QUÉBEC *et al.***

Défenderesses

CONVENTION DE TRANSACTION

ANNEXE « A » - AVIS D'APPROBATION GÉNÉRAL

Règlement de 3,4 millions de dollars Recours collectif concernant les frais d'avance d'argent facturés sur votre carte de crédit VISA Desjardins

Un règlement est intervenu dans le cadre d'un recours collectif exercé par Option consommateurs et M. Jean-François Tremblay contre plusieurs institutions financières dont Desjardins au sujet des frais d'avance d'argent facturés sur les cartes de crédit VISA Desjardins.

Ce règlement peut avoir des conséquences sur vos droits que vous agissiez ou non. Veuillez lire attentivement cet avis.

INFORMATION DE BASE

Pourquoi cet avis a-t-il été publié?

Cet avis a pour but de vous informer qu'Option consommateurs, M. Jean-François Tremblay et Desjardins ont convenu d'un règlement mettant fin au recours collectif. Les représentants du groupe et leurs avocats pensent que le règlement est la meilleure solution pour le groupe; ils demanderont à la Cour supérieure du Québec de l'approuver.

La Cour supérieure tiendra une audience pour décider si elle doit approuver le règlement. Vous pouvez assister à l'audience qui aura lieu le 24 août 2011 à 9 h 30 à la salle 2.08 du palais de justice de Montréal, situé au 1, rue Notre-Dame Est à Montréal.

Quel est l'objet de ce recours collectif?

Avant le 1^{er} avril 2007, Desjardins a facturé aux membres du groupe des frais fixes pour certaines transactions d'avance d'argent effectuées avec leur carte VISA Desjardins. Depuis, Desjardins ne facture plus de frais d'avance d'argent.

Selon Option consommateurs, la facturation de ces frais d'avance d'argent contrevenait à la Loi sur la protection du consommateur. Desjardins conteste cette prétention.

Qui est membre du groupe ?

Vous êtes membre du groupe si vous rencontrez toutes les conditions suivantes :

1. Si vous êtes une personne physique;
2. Si vous avez eu une carte de crédit VISA Desjardins entre le 4 octobre 2001 et le 30 septembre 2010 en vertu d'un contrat conclu au Québec;
3. Si vous avez réalisé une opération d'avance d'argent avec votre carte au Canada ou à l'étranger entre le 4 octobre 2001 et le 1^{er} avril 2007;
4. Si cette opération d'avance d'argent n'a pas été réalisée pour un commerce ou une entreprise; et
5. Si vous avez payé des frais d'avance d'argent.

RÉSUMÉ DU RÈGLEMENT

Qu'est-ce que le règlement prévoit ?

Sans admission de responsabilité, dans le but d'acheter la paix et d'éviter les frais et déboursés additionnels reliés à la tenue d'un procès éventuel, Desjardins accepte de verser une somme de 3,4 millions de dollars en règlement complet des réclamations des membres du groupe qui ont effectué une avance d'argent au Canada ou à l'étranger avec leur carte de crédit émise par VISA Desjardins et qui ont été facturés pour des frais d'avance d'argent.

Comment la somme de 3,4 millions de dollars sera-t-elle répartie?

Après déduction des honoraires des avocats d'Option consommateurs (850 000 \$) et d'une somme qui sera versée au Fonds d'aide aux recours collectifs (240 480\$), le solde de la somme de 3,4 millions de dollars payée par Desjardins sera réparti comme suit :

- 2 039 520\$ pour indemniser directement les membres du groupe ;
- 225 000 \$ pour indemniser indirectement les membres du groupe; cette somme sera partagée entre Option consommateurs et 29 autres organismes à but non lucratif afin de contribuer au financement de leurs activités de sensibilisation des consommateurs en matière de budget, de crédit et d'endettement;
- 25 000 \$ à Option consommateurs afin de rembourser ses frais engagés pour entreprendre et mener le recours collectif, et renseigner les membres du groupe;
- 20 000 \$ pour payer les frais de publication des avis aux membres.

Suis-je admissible à recevoir une indemnité?

Vous n'avez aucune démarche à faire pour être indemnisé.

L'indemnité sera versée directement dans le compte de chaque membre du groupe détenant un compte VISA Desjardins ouvert le 8 juin 2011 et ayant réalisé, entre cette date et la date du versement de l'indemnité, une Opération admissible, c'est-à-dire une opération au compte de carte de crédit VISA Desjardins justifiant l'émission d'un état de compte.

S'EXCLURE

Si vous ne désirez pas être lié par ce règlement pour quelque raison que ce soit ou bien que vous pensez pouvoir obtenir plus d'argent en poursuivant vous-même, vous devez alors prendre des mesures pour vous exclure du groupe.

Qu'est-ce qui arrive si je m'exclus?

Si vous vous excluez :

1. Vous ne recevrez aucune indemnité;
2. Vous ne serez pas lié par le recours collectif;
3. Vous conservez le droit de poursuivre Desjardins vous-même; et

4. Vous ne pourrez pas vous objecter à ce règlement.

Qu'est-ce qui arrive si je ne m'exclus pas?

Si vous ne vous excluez pas :

1. Vous recevrez une indemnisation directement dans votre compte de carte de crédit VISA Desjardins si vous êtes admissible;
2. Vous serez lié par le recours collectif;
3. Vous renoncerez au droit de poursuivre Desjardins vous-même; et
4. Vous pourrez vous objecter au règlement.

Si vous ne vous excluez pas et que le règlement est approuvé, vous renoncez à poursuivre Desjardins concernant les frais qui vous ont été facturés et que vous avez payés à la suite d'une avance d'argent.

Comment puis-je m'exclure?

Pour vous exclure, vous devez obligatoirement transmettre au greffier de la Cour supérieure du Québec une demande d'exclusion dûment signée qui contient les renseignements suivants :

1. Le numéro de dossier du recours collectif : 500-06-000373-064;
2. Votre nom et vos coordonnées;
3. Le numéro de votre compte de carte de crédit en vigueur au moment où les frais d'avance d'argent vous ont été facturés;
4. Une déclaration suivant laquelle vous avez payé des frais d'avance d'argent entre le 4 octobre 2001 et le 31 mars 2007;

La demande d'exclusion doit être transmise par courrier recommandé ou certifié avant le 19 août 2011 à l'adresse suivante :

Grefe de la Cour supérieure du Québec
PALAIS DE JUSTICE DE MONTRÉAL
1, rue Notre-Dame Est
Bureau 1.120
Montréal (Québec) H2Y 1B5
Référence : 500-06-000373-064

OBJECTION AU RÈGLEMENT

Vous pouvez dire au tribunal que vous n'êtes pas d'accord avec ce règlement.

Comment puis-je dire au tribunal que je ne suis pas d'accord avec ce règlement ?

Pour présenter votre objection au tribunal, vous devrez vous présenter à l'audience qui aura lieu le 24 août 2011 à 9 h 30 à la salle 2.08 du palais de justice de Montréal, situé au 1, rue Notre-Dame Est à Montréal.

Quoique cela ne soit pas obligatoire, il est également suggéré de remplir et de transmettre, avant l'audition, le formulaire d'objection qui peut être téléchargé sur les sites Internet d'Option consommateurs, des avocats d'Option Consommateurs et de Desjardins, ou par la poste (Voir la section « Pour plus d'information »).

Prenez soin d'expliquer pourquoi vous n'êtes pas d'accord avec ce règlement.

Ai-je besoin d'un avocat pour m'objecter?

Non. Vous pouvez vous objecter sans prendre un avocat. Si vous voulez être représenté par un avocat, vous pouvez retenir ses services à vos frais.

Si je m'objecte, serai-je encore admissible à un paiement?

Oui. Si vous présentez une objection, mais que le règlement est quand même approuvé, vous pourrez encore obtenir un paiement si vous y êtes admissible.

OBTENIR PLUS D'INFORMATION

Comment puis-je obtenir plus d'information?

Pour obtenir plus d'information et pour avoir accès au texte du règlement, aux annexes et aux différents formulaires, nous vous invitons à consulter les sites Internet suivants :

- Option consommateurs : <http://www.option-consommateurs.org/>
- Les avocats d'Option consommateurs : <http://www.sfpavocats.ca/>
- Desjardins : www.desjardins.com/fr/

Aucun autre avis ne sera publié ou diffusé en lien avec le règlement.

En cas de divergence entre cet avis et le règlement, c'est le règlement qui prévaut.

La publication de cet avis a été approuvée par le tribunal.